

**Nations unies - Bilan des activités
du Conseil de sécurité pour le mois
de janvier - Intervention du
coordinateur politique adjoint de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 31 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Au terme d'un mois de très dense, je veux saluer le sérieux, la détermination et l'efficacité dont vous avez fait preuve. Le bilan du travail accompli au cours du mois écoulé témoigne de l'attachement du Kazakhstan au rôle du Conseil de sécurité et, plus largement, au système des Nations unies et au multilatéralisme. Ce bilan est particulièrement riche dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération, du maintien de la paix, ainsi que de la coopération régionale, en Asie centrale bien sûr, mais également en Afrique de l'Ouest (à travers la réunion du 11 janvier et l'adoption de la déclaration présidentielle du 30).

Sans passer en revue un programme trop riche pour être décrit en détail dans le cadre de cette intervention, je m'en tiendrai à quatre éléments qui répondent à des priorités pour la France.

1/ Tout d'abord, le mois de janvier a été un mois important pour le traitement des dossiers africains au Conseil de sécurité. Il s'agit là de mon premier point.

Nous avons en particulier tenu une réunion importante sur la République démocratique du Congo le 9 janvier. Alors que le pays entre dans une année électorale cruciale pour son avenir et la stabilité de toute la région, qui méritera l'attention soutenue du Conseil de sécurité jusqu'au 23 décembre, il était important que le Conseil puisse exprimer clairement ses attentes dès le début de l'année.

L'adoption de la déclaration à la presse du 16 janvier, pour laquelle je remercie la présidence kazakhe, a été l'occasion de manifester cette attention et de rappeler les principes défendus par le Conseil de sécurité : mise en oeuvre intégrale de l'accord de la Saint-Sylvestre, dont les mesures de décrispation ; respect du calendrier électoral et participation de tous au processus électoral, dans un climat de paix et de respect des droits fondamentaux. Sur le plan humanitaire, cette déclaration a été l'occasion de lancer un appel du Conseil aux partenaires de la RDC pour accroître leur aide financière et l'aider à surmonter la crise humanitaire actuelle, qui est extrêmement grave.

- Sur un autre dossier africain, la réunion sur la situation au Mali du 23 janvier nous a permis d'envoyer un message fort et unanime aux parties maliennes sur l'impatience du Conseil à

l'égard de la mise en oeuvre complète de l'accord de paix. Dans cet esprit, la déclaration à la presse que nous avons adoptée le 24 janvier salue l'engagement renouvelé des parties maliennes à mettre en oeuvre leurs obligations respectives d'ici fin mars, tout en indiquant que de nouvelles étapes seront examinées dans le cadre du régime de sanctions si cela ne devait pas être le cas. Sur le processus de paix malien, sans lequel il n'y aura pas de stabilité au Sahel, il est urgent d'avancer et la France remercie le Kazakhstan d'avoir donné l'occasion au Conseil de sécurité de le réaffirmer.

- Enfin, nous nous félicitons de l'adoption à l'unanimité, hier, de la résolution 2399 renouvelant le régime de sanctions sur la RCA jusqu'au 31 janvier 2019. Après l'adoption de la résolution 2387 renouvelant le mandat de la MINUSCA en novembre dernier, cette résolution est un nouveau signe de l'attention que porte le Conseil à la situation en RCA.

Les sanctions que nous venons de reconduire ne sont pas une fin en soi mais un moyen de contribuer à la stabilisation et au retour d'une paix durable en RCA : les groupes armés restent, en effet, présents sur une grande partie du territoire et continuent à s'approvisionner grâce aux flux illicites d'armes et de munitions en provenance des pays voisins. Le maintien des sanctions est donc indispensable. Mais ce dispositif continuera à s'accompagner des procédures d'exemption nécessaires pour permettre aux forces de défense et de sécurité centrafricaines d'être formées, équipées et armées.

La résolution 2399 introduit enfin deux éléments nouveaux qui nous paraissent particulièrement importants : elle permettra de sanctionner les individus qui se livreront à des incitations à la violence, dès lors que ces dernières seront de nature à nuire à la paix, à la stabilité et à la sécurité de la RCA ; elle permettra également de sanctionner les individus qui s'en prendront aux travailleurs humanitaires.

2/ Deuxième point, dans le cadre des priorités de la présidence kazakhe, l'Afghanistan et l'Asie centrale ont été au centre de l'attention du Conseil de sécurité pendant ce mois de janvier, comme cela a été rappelé. La visite du Conseil de sécurité à Kaboul a permis de réaffirmer le soutien de la communauté internationale à l'Afghanistan dans un contexte sécuritaire particulièrement fragile, et d'aborder en particulier les élections et le processus de paix.

Le débat ministériel du 19 janvier sur les liens entre développement et sécurité en Afghanistan et en Asie centrale a ensuite été l'occasion d'adopter la première déclaration présidentielle du Conseil de sécurité sur les liens qui unissent l'Afghanistan et l'Asie centrale.

Enfin, les consultations du Conseil de sécurité du 22 janvier sur l'action du Centre régional des Nations unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale ont conduit à l'adoption, pour la première fois depuis janvier 2015, d'une déclaration à la presse réaffirmant le soutien du Conseil au Centre régional.

La série d'attentats terribles qui ont récemment frappé l'Afghanistan montre hélas que ce pays - comme son environnement régional - requiert plus que jamais l'attention de ce Conseil.

3/ Troisième point, et autre priorité de la présidence kazakhe, la réunion du 18 janvier, qui s'est tenue à l'initiative et en présence du président du Kazakhstan, a permis d'aborder la question de la non-prolifération des armes de destruction massive. Il s'agit également d'une priorité absolue pour la France. Nous le savons, les risques pesant sur le régime de non-prolifération sont plus réels que jamais. La prolifération des armes de destruction massive et le risque de leur utilisation par des Etats ou par des groupes terroristes constituent des dangers avérés. En Corée du Nord, en Syrie, la norme de non-prolifération, qui est au fondement de notre sécurité collective, est régulièrement - et même ouvertement - bafouée. Le développement à marche forcée des programmes nucléaire et balistique de la Corée du Nord continue à cet égard de susciter notre plus vive inquiétude. Il en est de même pour l'emploi d'armes chimiques qui se poursuit en Syrie.

4/ Ceci me conduit à mon dernier point : les crises en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Nous avons pris part à une réunion importante sur la Libye et au débat ouvert trimestriel sur le Moyen-Orient. Nous avons surtout eu des occasions répétées de nous pencher sur la situation en Syrie, en particulier dans sa dimension humanitaire.

Nous avons tenu une réunion sous point divers sur la situation humanitaire, le 9 janvier, qui nous a permis d'évoquer la situation à Raqqa, où les mines et restes explosifs de guerre ont fait plus de 200 victimes depuis octobre dernier. Cette réunion a aussi été l'occasion pour une majorité d'entre nous de souligner plus largement la gravité de la situation humanitaire en Syrie, en particulier dans la Ghouta orientale et à Idlib.

Une deuxième réunion sous point divers a été organisée le 22 janvier pour permettre à Mark Lowcock de rendre compte au Conseil de sécurité de sa première visite en Syrie et de formuler ses recommandations prioritaires. Jeffrey Feltman est pour sa part revenu sur les derniers développements au nord de la Syrie. Nous avons saisi cette occasion pour rappeler nos très vives inquiétudes sur la situation humanitaire en Syrie. Deux préoccupations, là encore, ont dominé nos échanges :

(i) la situation des populations dans la Ghouta orientale, qui sont assiégées par le régime syrien, lequel bloque de manière systématique et délibérée les convois humanitaires et refuse toujours de permettre des centaines d'évacuations médicales urgentes ;

(ii) la recrudescence des attaques contre les civils et contre les infrastructures médicales. Les bombardements ont causé des dizaines de victimes civiles dans les zones dites de désescalade, notamment à Idlib où ils ont, par ailleurs, entraîné des déplacements massifs de population.

Enfin, nous nous sommes réunis hier pour le briefing et les consultations humanitaires mensuels du Conseil sur la Syrie. À la suite de cette séquence qui a fait apparaître un constat largement partagé sur l'urgence de la situation humanitaire, une expression forte du Conseil est nécessaire. Elle doit nous permettre de souligner la préoccupation du Conseil sur l'aggravation de la situation des populations civiles assiégées dans la Ghouta orientale et l'absence d'évacuation médicale d'urgence, l'intensification des bombardements dans la région d'Idlib ainsi que les attaques répétées contre les hôpitaux et les personnels de santé.

Monsieur le Président,

Les points que je viens d'aborder donnent un aperçu de la diversité et de l'importance de nos échanges au cours du mois écoulé. Je veux, une fois encore, vous exprimer nos remerciements./.